



Conférence de presse du 18 juin 2026 du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation

Exposé du conseiller aux États Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers (le discours prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs,

L'initiative sur l'alimentation touche bien plus que l'agriculture : elle concerne notre liberté, nos régions et la question de savoir à quel point nous faisons confiance aux citoyennes et aux citoyens. Je voudrais m'adresser aujourd'hui tout particulièrement à celles et ceux qui sont encore indécis. Nombreuses sont les personnes qui partagent les objectifs de cette initiative : une agriculture durable, des normes de qualité élevées et une gestion responsable des ressources. Je suis de ces personnes-là. La question est toutefois de savoir si cette initiative est la bonne solution. J'en suis convaincu : la réponse est non.

L'initiative sur l'alimentation prône une ingérence de la Confédération plutôt que la responsabilité individuelle. Elle part du principe que les responsables politiques et l'administration savent mieux que quiconque ce qui doit être produit et consommé. Pour moi, cette conception de la réalité est une grave erreur. Dans une société libre, chacun doit pouvoir décider soi-même de son alimentation. La durabilité naît de la conviction et de l'innovation, et non de directives politiques sans cesse renouvelées. Cette initiative ne concerne d'ailleurs pas seulement l'agriculture, mais aussi des milliers de petites et moyennes entreprises tout au long de la chaîne de création de valeur. De la transformation à la restauration en passant par le commerce local, de nombreuses PME seraient confrontées à des exigences supplémentaires ainsi qu'à des contrôles et à des charges administratives accrues. C'est précisément en période de difficultés économiques que nous devrions soutenir nos entreprises plutôt que de les accabler de nouvelles formalités administratives.

L'initiative sur l'alimentation pose un problème particulier pour les régions de montagne et périphériques de notre pays, notamment pour le Tessin. Là-bas, de nombreuses terres agricoles sont escarpées et ne se prêtent pas aux grandes cultures. Elles ne peuvent être exploitées de manière judicieuse que par l'élevage. Les bovins, les moutons et les chèvres transforment l'herbe et les surfaces herbagères en aliments de grande valeur. Ce faisant, ils préservent également nos paysages ruraux. Sans eux, bon nombre de ces terres s'embroussilleraient et finiraient par être abandonnées. Il en résulterait la perte non seulement de terres agricoles, mais aussi d'une partie importante de notre identité régionale et de notre attrait touristique.

Chi indebolisce l'allevamento, indebolisce quindi anche la gestione sostenibile delle nostre regioni montane, territori che mantengono un'importanza centrale anche in questa Svizzera urbanizzata.

À cela s'ajoute la question de la sécurité d'approvisionnement. L'initiative sur l'alimentation risque de limiter la production en Suisse, tandis que la demande resterait constante. Il en résulterait une augmentation des importations, souvent en provenance de pays où les normes en matière d'environnement et de bien-être animal sont nettement moins strictes. Or, importer plus ne contribue ni à la protection du climat ni à la durabilité. De plus, le risque que les ingérences de la Confédération dans la production et la consommation fassent augmenter les coûts est indéniable. Au final, ce sont les consommatrices et les consommateurs qui en feraient les frais, en particulier les familles et les personnes à faibles revenus. Nous ne devons pas non plus oublier que la Suisse dispose déjà d'une des agricultures les plus durables au monde ainsi que de normes élevées en matière de qualité, de protection du climat et de bien-être animal. Les progrès réalisés ces dernières années sont le fruit de l'innovation, de la recherche et de l'esprit d'initiative, et non de directives étatiques rigides.

La votation porte aussi sur la confiance et la méfiance. Faisons-nous confiance aux citoyennes et aux citoyens pour décider eux-mêmes de ce qu'ils mettent dans leur assiette ? Faisons-nous confiance à nos familles



paysannes pour qu'elles produisent de manière durable ? Ou bien devons-nous miser sur davantage de réglementations étatiques ?

L'un des principaux chevaux de bataille de l'usam est la lutte contre l'État paternaliste. Pourquoi aurions-nous soudain besoin d'une mise sous tutelle pour quelque chose que nous avons très bien pu faire sans jusqu'à présent ? Pourquoi faudrait-il donner davantage de pouvoir à la Confédération à nos dépens ? Ne sommes-nous plus capables de décider nous-mêmes du contenu de notre assiette ? J'en suis convaincu : la Suisse s'en sort mieux avec la liberté et la responsabilité individuelle qu'avec de nouvelles restrictions. C'est pourquoi je prie les citoyennes et les citoyens de rejeter l'initiative sur l'alimentation.

Merci beaucoup de votre attention.